

*Eldorado Nucléaire Limitée*

Par suite de la déconcentration des actions et des restrictions relatives à leur acquisition, les Canadiens et les employés auront un intérêt réel et direct dans l'avenir de la société. C'est ce qui s'est produit dans le cas des autres privatisations. Les employés sont parmi les premiers à vouloir acquérir des actions parce qu'ils croient dans leur entreprise et ont confiance en elle. Je suis sûr qu'il en ira de même pour Eldorado.

Ces dispositions feront en sorte que le contrôle restera toujours fermement dans les mains des Canadiens. Par ailleurs, grâce aux réglementations en place, les intérêts fondamentaux du public seront protégés dans les domaines de la santé, de la sécurité et de protection de l'environnement.

Cette entente sera avantageuse pour le Canada et pour la Saskatchewan. Elle consolide le secteur de l'uranium d'une façon qui lui permettra de contribuer encore davantage à la prospérité économique du Canada et de la Saskatchewan et à maintenir sa position prépondérante dans le monde en ce qui concerne la production et la technologie de l'uranium. Comme pour toutes les privatisations que le gouvernement a entreprises depuis 1984, ce projet de loi sert de façon pragmatique et sensible l'intérêt public tout en défendant les intérêts des employés et des collectivités concernées.

J'espère que la Chambre se dépêchera de terminer le débat de troisième lecture ce soir pour nous permettre de passer à un autre projet de loi important.

**M. Russell MacLellan (Cape Breton—The Sydneys):** Monsieur le Président, nous ne voulons pas passer trop rapidement à un autre projet de loi parce que celui-ci est important également. Nous devons y consacrer un peu de temps mais je comprends l'impatience de mon collègue le secrétaire parlementaire. Nous allons certainement examiner très rapidement ce projet de loi.

Je suis heureux d'avoir l'occasion de parler de la réorganisation de Eldorado Nucléaire Limitée à l'étape de la troisième lecture. Si je trouve que cette privatisation et la fusion avec la Saskatchewan Mining Development Corporation posent des problèmes, nous trouvons qu'il faut approuver le projet de loi en général. Cela dit, je voudrais parler brièvement de quelques-unes des questions qui me préoccupent, en espérant que le gouvernement essaiera de les résoudre.

En examinant ce projet de loi, le comité législatif a eu l'immense privilège d'entendre des témoins qui ont parlé de certains problèmes posés par les anciennes activités d'Eldorado et des conséquences éventuelles de cette fusion avec la Saskatchewan Mining Development Corporation.

● (1820)

Nous avons aussi discuté des problèmes que la privatisation de ces deux sociétés pourrait entraîner. Ce ne sera pas nécessairement une fusion sans douleur, mais je pense que tout va bien aller si les deux parties agissent dans leurs meilleurs intérêts.

Le parti libéral appuie le projet de loi C-121, bien sûr, mais j'aimerais dire un mot des problèmes qu'entraînent la production et la commercialisation de l'uranium. C'est là que se posent les gros problèmes. Bien qu'on les ait laissés s'aggraver depuis

quelque temps, toutes les parties intéressées à la fusion reconnaissent que ces problèmes existent et, au moins, elles se disent disposées à les régler.

D'après moi, si la privatisation est la solution aux problèmes d'endettement de l'Eldorado, il faut alors que les Canadiens soient certains de plusieurs choses. Ils doivent être certains, premièrement, qu'on mettra en place une structure de réglementation chargée de surveiller cette ressource unique qu'est l'uranium; deuxièmement, qu'on analysera soigneusement l'impact environnemental des nouveaux projets de la nouvelle société; troisièmement, qu'on a un échéancier, une source de financement et une administration compétente responsable au gouvernement fédéral et chargée de nettoyer les emplacements où les déchets sont accumulés; quatrièmement, qu'aucune municipalité ne sera laissée pour compte parce que cette fusion entraîne la suppression d'octrois versés au lieu de taxes. Nous voulons bien aider l'industrie de l'uranium et ces deux sociétés, mais soyons certains que la fusion et la privatisation ne créeront pas de problèmes aux municipalités. Je donnerai de plus amples explications à ce sujet plus tard au cours de mes remarques.

J'aimerais commenter davantage chacune des quatre questions que j'ai soulevées. En ce qui a trait à la structure de réglementation, c'est la Commission de contrôle de l'énergie atomique qui a toujours été et qui sera encore responsable de voir à ce que les activités de la nouvelle société ne compromettent pas la sécurité publique, surtout quand il s'agit de protéger l'environnement contre le dégagement de matières radioactives dans l'atmosphère.

Dans son témoignage, M. Terrence Downey—sa thèse de doctorat portait sur l'industrie de l'uranium au Canada—a relaté certains incidents passés pour prouver que le manque de surveillance étroite de la part du gouvernement pendant la guerre a été à l'origine de problèmes dans le domaine de la sécurité, de l'environnement et de la santé, sans parler des perturbations sociales quand le Canada a presque perdu le contrôle de son approvisionnement d'uranium à cause des contrats avec les États-Unis. Sans compter qu'on a sorti clandestinement des matières radioactives des établissements de cette société. On en constate encore les conséquences aujourd'hui dans le secteur Malvern, à Scarborough en Ontario. Le sol dans la région est toujours radioactif. Nous savons maintenant ce que l'inattention, les mauvaises pratiques commerciales et l'indifférence pour les questions écologiques nous coûtent. Après 40 ans, la ville de Scarborough ressent toujours ces conséquences.

Le gouvernement a été obligé d'acheter la société Eldorado pour instaurer la discipline nécessaire dans les opérations de production et de vente d'uranium. Et même là, on a signalé au comité toute une pléthore de problèmes résultant de l'extraction et de la transformation de l'uranium. On a estimé qu'il en coûterait de 255 à 735 millions de dollars pour nettoyer le site de Port Hope en Ontario. C'est énorme pour assainir un site qu'on a laissé dans un tel état depuis si longtemps sans égards pour les habitants de la région voisine. Et rien n'est fait pour le nettoyer même s'il date de moins longtemps que le site pollué de Scarborough, en Ontario.